



Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement

Unité de Recherche Actions collectives, politiques et marchés

Résumé synthétique du projet scientifique de l'unité

Les politiques publiques, mises en place à partir des années 1980 dans la plupart des pays tropicaux sous la pression des institutions financières internationales, sont questionnées du fait de la permanence de la pauvreté, de la croissance des inégalités en milieu rural et de l'accélération des processus migratoires. Ces évolutions affectent particulièrement les agriculteurs familiaux qui constituent la grande majorité des actifs et fournissent l'essentiel de la production agricole mondiale. Elles sont préoccupantes car la reconversion des actifs agricoles dans les autres secteurs de l'économie n'est pas assurée et elles peuvent, en conséquence, affecter fortement les équilibres sociaux et territoriaux pour les pays concernés. Dans ce contexte, l'élaboration de politiques publiques capables de conjuguer, de façon durable, croissance économique et développement social est un enjeu central. Afin de faciliter leur appropriation et d'accroître leur efficacité, il est important qu'elles reposent sur des compromis institutionnalisés entre les différents acteurs publics et privés.

L'objectif principal de l'unité de recherche est d'analyser les compromis qui fondent les politiques publiques et les coordinations de marché à différentes échelles géographiques et niveaux de décision. Sa problématique repose sur la question centrale suivante : dans quelles conditions et comment s'élaborent les compromis institutionnalisés entre les acteurs et en quoi contribuent-ils à améliorer durablement le fonctionnement des marchés agricoles et l'élaboration des politiques publiques favorisant à la fois l'augmentation de la valeur ajoutée, la gestion raisonnée des ressources naturelles, l'équité et la cohésion sociale ?

Les méthodes de recherche mobilisées pour répondre à la question de recherche privilégient l'interactionnisme méthodologique qui permet de considérer à la fois l'individu et le groupe social et se réfèrent à différentes sciences sociales (économie, sciences politiques, sociologie et anthropologie) en articulation avec les recherches agronomiques systémiques. Elles se fondent sur la collecte de données qualitatives et quantitatives *in situ* et s'inscrivent dans des démarches comparatives, accordant une large place à la compréhension des dynamiques historiques, territoriales, sociales, économiques et politiques.

La diversité des terrains de recherche, situés dans des contextes et avec des « entrées » différenciés (filières, développement territorial, services agricoles), permettra d'explorer les différentes formes de compromis qui s'élaborent et les récurrences qui apparaissent. Le dispositif repose sur des implantations en Amérique latine (Brésil et Amérique centrale), en Afrique (Afrique du Sud, Afrique de l'Ouest), en Asie (Indonésie) et dans les îles de l'Outre mer français (Nouvelle-Calédonie et Mayotte). Les partenaires de l'unité de recherche sont des universités, des centres de recherche et des bailleurs de fonds nationaux et internationaux (Banque mondiale, AFD, MAE), des organisations de producteurs, des collectivités territoriales et des services centraux et déconcentrés de l'Etat.

Les résultats attendus portent sur : (i) la production de connaissances sur les conditions d'élaboration des compromis dans des contextes économiques et institutionnels très diversifiés ; (ii) la production de démarches, méthodes et outils pouvant éclairer et accompagner l'élaboration et la négociation des politiques publiques.